

40
90
LES
CHON
NS X
14
S
E

LES Chaussures Dolly
20, RUE DE LANNY, 20
ROUBAIX
(Téléphone 23.96)
ON A
: Le plus grand choix :
: Les plus beaux modèles :
: Les meilleurs prix :
Tous les Jours et Dimanches
BALLONS AUX ENFANTS

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS
Nord et limitrophes..... 3 mois, 13.00; 6 mois, 24.00; 1 an, 39.00
France et Belgique..... 14.00; 27.00; 53.00
Union postale..... 23.00; 43.00; 82.00

REDACTION-ANNONCES
ROUBAIX: 71, Grand-Rue. T. G. 34 et 1906. Inter. 1190.
TOURCOING: 33, rue Carot. Téléph. 37.
Chèques postaux 87 L. 14.

BOCK
LE
MEYERBEER
35, rue Moyenne
ROUBAIX
Téléphone 421

BILLET PARISIEN A la veille du dénouement

Paris, 9 juin. (Minuit).
Tout est prêt pour la grande bataille parlementaire qui se disputera demain dans le grand salon du Palais-Bourbon. D'un côté, M. François-Marsal a arrêté l'ordre de l'attaque; de l'autre côté, le Cartel des gauches, qui ne prendra une décision définitive que demain matin, se dispose à une contre-attaque qui serait renouvelée au vote par lequel le cabinet Ribot, en 1914, fut renversé le jour même de sa présentation devant le Parlement.
Gardiens de la Constitution, M. Millerand a montré, dans toute cette affaire, qu'il tenait, par-dessus tout, à ce que l'ordre constitutionnel fût respecté. M. François-Marsal s'inspire des mêmes scrupules que le Président de la République.
Lecture du message présidentiel, lecture de la déclaration ministérielle, interpellation de M. Ribot qui, plutôt que d'entrer dans le vif de la question, a préféré le soutien du Cartel des gauches, la forme d'une interpellation laquelle sera en fait une plaidoirie en faveur de la Constitution, ces différents points du programme se dérouleront sans qu'aucune discussion ne soit faite aux lois établies.
Et dans ce cas, les lois subissent une censure, ce n'est pas de côté du gouvernement qu'elle viendra. Certains membres du Cartel des gauches ne s'abandonneront pas d'empêcher la lecture du message, sous prétexte qu'ils ne veulent pas que l'on contracte avec le nouveau ministère.
Il y a aussi la question de savoir si, dans son article 6, le Président de la République a le droit de nommer et de révoquer le gouvernement sans en avoir la connaissance des représentants du peuple.
Beaucoup ont posé la question de savoir quelle attitude le Sénat prendra dans la discussion qui s'engagera parallèlement à celle de la Chambre. L'opinion d'un certain nombre de sénateurs est que l'initiative de ce débat doit être prise par la Chambre, c'est à elle de manifester d'abord son avis. Donc, jusqu'à ce qu'un vote ait été pris par elle, les sénateurs s'abstiendront d'aller aux urnes.
Si la Chambre se déclare contre le ministère — et par conséquent contre l'Élysée — le Sénat la suivra-t-il? Il paraît qu'un certain nombre de sénateurs (le groupe de la Gauche démocratique tout au moins) hésiteraient pas à le faire, non pas, il est vrai, pour manifester une hostilité quelconque contre M. Millerand, mais pour éviter une éventuelle illusion — que la dissolution de la Chambre ne leur fût demandée par le chef de l'État.

Une terrible collision d'auto et d'auto-car

Trois morts et une dizaine de blessés
Compiègne, 9 juin. — Une terrible collision s'est produite entre l'autocar d'une agence de grands voyages de Paris, que conduisait le chauffeur Louvet, habitant Neuilly-sur-Seine, 73, rue Chauveau, et dans lequel se trouvaient 17 touristes, et une auto qui conduisait le chauffeur Camille Rio, 18 ans, à l'intérieur de laquelle avaient pris place Mme Wandl Choiniska, demeurant 15, rue d'Astorg, à Paris, sa sœur, Sophie Choiniska, 24 ans, et leur amie, Mme Jainaud, demeurant 67, quai de Valmy, à Paris.
C'est à l'intersection des routes de Compiègne à Soissons, et de la Faisanderie à Choisy-au-Bac, que l'accident s'est produit. Des promeneurs se précipitèrent au secours des blessés. Successivement, on relevait Mme Sophie Choiniska, qui avait cessé de vivre; le chauffeur de l'autocar, M. Louvet, qui portait de graves blessures au poignet et au bras gauches; M. Henri Auger, professeur, 53 ans, villa Margat (Côte-d'Or); M. Georges Albert, fabricant de nouveautés à Paris, 1, rue d'Uzès.
Ces deux derniers blessés succombèrent en arrivant à l'hôpital, où furent pansés M. Yésin, 20, rue Duquesne, à Paris, blessures légères; Mme Wandl Choiniska, blessures légères; M. et Mme Latteux, 47, avenue Bosquet, plaies multiples; M. Giraudet, 25, rue Royale, à Paris, plaies légères; Mme Giraudet, contusions aux reins; M. Henri Martin, avenue de Péterhof, à Paris, contusions et tumeur du crâne, et dont l'état est désespéré; Mme Bauer, 51 bis, rue Lauriston, plaies contuses; M. Lévy, 86, rue des Confédérés, à Bruxelles, graves contusions; M. Albert, 21, rue d'Uzès, commotion cérébrale.

LES SOUVERAINS ITALIENS EN ESPAGNE

Madrid, 9 juin. — Le Roi Victor-Emmanuel et la princesse héritière d'Italie, accompagnés du Roi Alphonse, ont visité le Musée du Prado ainsi que la fabrique de tapisseries. Avec les Reines Victoria et Hélène, le prince des Asturies, le président du Directoire, l'amiral Tháon di Revel et leurs suites respectives, ils se sont rendus, en train spécial, à Aranjuez, où ils ont déjeuné au Palais.
Ils ont ensuite assisté à deux courses où figurait une épreuve dotée d'une coupe offerte par le Roi d'Italie, et qui fut gagnée par les couleurs du duc de Tolède.
Le Roi Emmanuel a remis la coupe au duc de Tolède, au milieu des acclamations de la foule.
De retour à Madrid, ils ont assisté à un dîner intime au Palais, puis à un gala au théâtre royal.
Les Souverains ont été chaleureusement acclamés.

LES NEGOCIATIONS FRANCO-ANGLAISES UN PROCHAIN ACCORD ?

Londres, 9 juin. — Le rédacteur diplomatique du Daily Telegraph écrit :
Il est très intéressant de voir que les négociations officielles entre la Grande-Bretagne et la France soient naturellement hors de question pour le moment, d'importants échanges de vues ont eu lieu récemment par des voies privées entre les leaders radicaux-socialistes français et les travaillistes socialistes britanniques.
Il ressort de ces consultations officieuses qu'un accord assez étendu serait possible.
Il pourrait porter sur les points suivants :
1. Mise en application du projet Dawes;
2. Réduction immédiate de l'occupation de la Ruhr à des proportions invisibles;
3. Règlement du problème de la sécurité par l'intermédiaire de la Société des Nations, de préférence sous la forme d'un pacte de garantie mutuelle, modèle plus ou moins sur celui de lord Cecil;
4. Transfert du contrôle des armements allemands à la Société des Nations dès la fin de l'enquête interalliée projetée;
5. Discussion de la réduction générale des armements, discussion qui serait liée au pacte de garantie mutuelle permettant à la France de diminuer son fardeau militaire actuel.
Enfin, dit le journal britannique, le gouvernement des gauches insisterait sur les nécessités d'employer des méthodes diplomatiques plus démocratiques que celles qui ont été pratiquées au Quai d'Orsay et au Foreign Office.

L'insurrection albanaise ne provoque pas d'intervention italo-serbe

Rome, 9 juin. — L'Agence Stefani a publié une note disant qu'à la suite des événements d'Albanie, les gouvernements de Rome et de Belgrade ont procédé à un échange de vues à la suite duquel ils sont tombés d'accord pour considérer la lutte actuelle, à l'intérieur de l'Albanie, comme une question intérieure albanaise.
Les troupes du Gouvernement reprennent l'avantage
Belgrade, 9 juin. — Les nouvelles d'Albanie parvenues de Belgrade, annoncent un revirement de la situation, favorable au gouvernement de Tirana. Ont les troupes ont remporté des avantages en marchant au sud de Tirana, où ils ont mis en fuite la colonne des insurgés, venue de Valona. Dans le nord, la résistance s'accroît sur la rive Matia, où Gaglar défend le passage et l'accès conduisant à Tirana. Un autre succès des troupes est signalé dans les régions d'Albassan.

LA RUPTURE DES POURPARLERS ANGLO-TURCS

Constantinople, 9 juin. — A la suite de l'échec de la conférence anglo-turque sur la question de Mossoul, les délégués britanniques ont décidé de quitter la Turquie.
8.000 TOURISTES S'EMBARQUENT POUR L'EUROPE
New-York, 9 juin. — Hull mille touristes sont partis pour l'Europe, hier, à bord d'une douzaine de transatlantiques.
UN FOX-TERRIER VENDU 1.000 LIVRES
Londres, 9 juin. — Le « Daily Mail », croit savoir que le fox-terrier Barry Brigadier, a été vendu par Mme Roger Phillips à Mlle Alivia Curtis, des Etats-Unis, pour 1.000 livres sterling. C'est un prix extraordinaire pour un fox-terrier.

UNE JOURNÉE D'ATTENTE M. FRANÇOIS-MARSAL PRESENTE À M. MILLERAND les membres du nouveau Cabinet

La question présidentielle sera posée aujourd'hui, mardi
Paris, 9 juin. — Le ministère de M. François-Marsal est constitué. On n'en doutait pas. M. François-Marsal et ceux qui l'entourent aujourd'hui, étaient connus comme des hommes de devoir et de volonté, ceux dont le dévouement se manifeste dans les circonstances difficiles. A la loyauté de leur attitude, leurs adversaires ne peuvent se défendre de rendre hommage.
Le Président du Conseil a présenté, ce soir, ses collaborateurs au Président de la République. C'est le seul fait attendu pour la journée — avec l'initiative et l'initiative de la Chambre que la majorité a votée dimanche soir.
Le Congrès de Versailles sera précédé, selon l'usage, d'une réunion plénière des gauches. Que faut-il entendre par « gauches » ? Les groupes avancés de la Chambre ne sont pas d'accord avec ceux du Sénat.
La gauche démocratique, groupement des radicaux-socialistes de la haute Assemblée, est peu soucieuse de se laisser noyer par les cartellistes de la Chambre. Elle n'admet donc pas de voir exclure l'Union républicaine, groupe de MM. de Sévros, Poincaré et Doumergue.
D'autre part, à la Chambre, la gauche radicale de M. Loucheur, dans la même préoccupation, désire voir admettre à la réunion plénière les républicains de gauche, tels MM. Daricq et Bignon, et la Gauche républicaine démocratique de MM. Landry et Colrat.
Cette question sera agitée au cours d'une réunion qui aura lieu mercredi matin, à la Chambre, entre les élus du Cartel et la Gauche démocratique du Sénat.

Le nouveau Cabinet à l'Élysée

Paris, 9 juin. — M. François-Marsal a présenté, ce soir, à 6 heures, au Président de la République, les membres du nouveau Cabinet.
Après la signature des décrets de nomination, qui paraîtront mercredi au « Journal Officiel », le Président de la République a donné lecture du message qui sera lu mercredi aux deux Chambres.
Le Conseil a ensuite arrêté le texte de la déclaration ministérielle, et a décidé de se réunir mercredi, à 11 h. 30, à l'Élysée.

La journée de mercredi

Tout l'intérêt, quant à la suite des événements, se reporte sur la journée de mercredi. Les décrets de nomination des ministres ayant paru au « Journal Officiel » le matin, les ministres tiendront un Conseil à l'Élysée avant le déjeuner, puis ils iront, l'après-midi, se présenter devant les Chambres.
Tandis que M. Antony Ratier, garde des Sceaux, accomplira la même formalité à Luxembourg, M. François-Marsal viendra lire, au Palais-Bourbon, le message présidentiel et la déclaration ministérielle.

Message et déclaration

Dans le message, M. Millerand fera un exposé sommaire, mais très net, de la crise politique actuelle. Il indiquera comment, seul à constituer un ministère, selon les règles parlementaires, dans les rangs de la majorité, il a été contraint à y renoncer devant l'abstention systématique des chefs de cette majorité. Soucieux de se conformer à ses obligations constitutionnelles, il suit les Chambres du conflit.
Dans la déclaration, M. François-Marsal, dans son tour, exposera qu'il a constitué son Cabinet pour permettre aux Chambres de statuer, dans la forme voulue par l'esprit et la lettre de la Constitution, sur le conflit qui s'est élevé entre le pouvoir exécutif et les partis sortis vainqueurs de la dernière consultation électorale.

Le débat à la Chambre

Que se produira-t-il lorsque M. François-Marsal aura — non sans incidents sans doute — achevé sa lecture ?
Les radicaux voudraient bien esquiver un débat qui mettrait en lumière leurs responsabilités. Ils souhaiteraient obtenir, immédiatement et sans discussion, le vote d'une motion dans laquelle la Chambre refuserait de prendre contact avec le gouvernement.
Mais l'opposition ne l'entend pas ainsi. Elle se tient prête à déjouer la manœuvre. M. Reibel déposera une demande d'interpellation sur la politique générale, ce qui permettra d'ouvrir un débat.
Il n'est pas possible d'ailleurs que, dans le conflit actuel, la Chambre ne prenne pas ses responsabilités.

L'ATTITUDE DES GROUPES

Le groupe de l'Union républicaine démocratique de la Chambre a tenu, ce matin, une réunion au cours de laquelle il a examiné l'attitude qu'il doit prendre dans le débat. Il a décidé de soutenir l'intervention de M. Reibel et a chargé M. Honnefont de donner lecture, au nom du groupe, d'une déclaration.
Tout autre est la situation du Sénat. Ce n'est pas lui qui a engagé le conflit. Aussi la majorité ne désire-t-elle pas être engagée dans ses conséquences. Son intention paraît être de prendre acte des communications présidentielles et gouvernementales et d'attendre, sans adopter elle-même de sanctions, le vote de la Chambre.

Après le vote

En présence de ce vote, s'il est défavorable, que fera M. Millerand ?
Sa démission, dans la pensée des députés de gauche, n'est pas douteuse. Elle est attendue par eux pour mercredi.
Le Cartel a déjà pris toutes ses dispositions à la conséquence.
Et la campagne présidentielle est commencée dans les deux Assemblées. Elle est déjà maintenant extrêmement active.
Les deux rivaux
Les socialistes et les amis de M. Painlevé ont soutenu M. Doumergue des intrigues qui auraient bien étonné il y a quelques mois.
Mais les partisans de M. Doumergue trouvent un appui dans les préoccupations de certains radicaux qui découvrent que leur parti se laisse arracher par d'autres les bénéfices de la victoire du 11 mai. Si M. Painlevé est élu, il est entendu que la présidence de la Chambre doit revenir à M. Paul-Boncour. On verra donc, à la présidence de la République, un républicain socialiste; à la présidence de la Chambre, un socialiste.

LES GRANDS RAIDS AERIENS PELLETIER-DOISY EST ARRIVÉ A TOKIO

Paris, 9 juin. — Le haut-commissaire de l'aéronautique a reçu le télégramme suivant de l'ambassade de France à Tokio :
« Tokio, 13 h. 50. — Pelletier-Doisy est arrivé aujourd'hui, à 11 h. 57. — Signé : Cludel. »

LES AVIATEURS AMERICAINS SONT PARTIS POUR BANGKOK

Hong-Kong, 9 juin. — Le lieutenant Smith, qui dirige l'expédition américaine du tour du monde aérien, repart actuellement son appareil. Il espère pouvoir être prêt pour repartir mardi matin.

LES AVIATEURS PORTUGAIS ONT FAIT LEUR SOUMISSION

Liège, 9 juin. — Les vingt-neuf officiers aviateurs portugais qui s'étaient mutés au camp d'aviation d'Amadora, pour protester contre la destitution de leur chef, se sont rendus au colonel commandant les troupes qui faisaient le siège du camp.



LES CONGRÈS

Le Congrès des Sociétés de Sténographie septentrionales à Roubaix
LA DEUXIEME JOURNEE
L'ASSEMBLEE GENERALE
Au début de cette seconde journée, les congressistes ont visité la filature Etienne Motte et (C), rue d'Alger, visite qui les a beaucoup intéressés. Ils se sont ensuite réunis dans la salle des adjudications à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Georges Motte, président de la Chambre de Commerce, à qui M. Eucher souhaita la bienvenue et adressa des remerciements pour la sollicitude qu'il veut bien témoigner aux assises de la Fédération des Sociétés sténographiques septentrionales.
Dans l'allocation qu'il prononça à cette occasion, M. Georges Motte, après avoir souligné les services rendus par la sténographie et rendu hommage à ceux qui ont développé la connaissance parmi la jeunesse indigène les avantages que pourraient retirer le commerce et l'industrie de la création de cours de secrétariat commercial. Ces cours seraient destinés à augmenter les connaissances des sténographes en langues française et étrangères et leur donner une instruction générale plus solide.
Après quelques mots de M. Eucher et Pratto, l'ordre du jour est développé et étudié.
L'assemblée, statuant sur des vœux émis par des membres, prit les décisions suivantes, ratifiées à l'unanimité :
Ne seront admises au sein de la Fédération que les sociétés déclarées et régulièrement constituées.
Le contrôle sera établi pour que les sociétés adhérentes ne puissent présenter, comme effectif, que le nombre des membres cotisants.
Leur représentation au sein de la Fédération sera proportionnelle à ce nombre.
Dans chaque examen ou concours des sociétés, un délégué de la Fédération fera de droit partie du jury.
Il serait désirable qu'un délégué puisse assister également aux examens des sociétés non affiliées; la représentation sera effective.
La Fédération dirigera ses efforts en vue de sa représentation dans les expositions scolaires.
Le minimum de vitesses à l'examen de cours techniques devrait être porté à 100 mots à la minute.
D'autre part, sur la proposition du Cercle Sténographique Roubaisien, la révision du barème de correction des épreuves sténographiques sera mise à l'étude au sein de la Fédération, dont le bureau fixera également pour les concours à venir les modalités d'organisation. Le vœu est en même temps que l'enseignement de la sténographie ne soit considéré comme accessoire dans les examens des écoles commerciales ou professionnelles, mais qu'il jouisse d'un coefficient au moins égal à celui de certaines autres matières.
Renouvellement du bureau
Le bureau est ensuite renouvelé de la façon suivante : président, M. Eucher; vice-présidents, MM. Antéaux et Jean Pratto; secrétaire général, M. Martin; secrétaire, M. Vanhecke; trésorier, Mlle Vivequin; membres, MM. Gillet, André Pratto, Delattre, Lallou, Thibaut, Mlle D'Haze et Leveau.
La cotisation mensuelle est fixée à 5 fr. 50 avec minimum de 25 francs par société.
La prochaine réunion aura lieu à Lille, le 6 juillet; on y décidera de la date et de l'endroit du Congrès de l'an prochain.
La visite du Musée
Après la réunion, les congressistes visitèrent le Musée de la ville, sous l'aimable conduite de M. Magot, secrétaire de l'Ecole nationale des Arts et Industries textiles.
Parmi les personnalités qui ont reçu hier des distinctions, nous avons omis de signaler M. Vanhecke, secrétaire du Cercle sténographique roubaisien qui s'est vu attribuer la médaille du Cercle sténographique roubaisien en récompense de ses services.

LES REVENDEURS DES DOUANIERS

Paris, 9 juin. — Alternant ses travaux avec ceux du Syndicat des douaniers sédentaires, le revendeur d'un accordéon à sa tenue se 1^{re} assemblée.
Ce syndicat comprend 80 délégués, qui représentent 18.000 adhérents, sous l'auspice des 23.000 syndiqués des douanes.
La séance s'est ouverte sous la présidence de M. Margnien, de Valenciennes. Le rapport moral et le rapport financier ont été, après lecture, approuvés à l'unanimité. Les congressistes ont voté la motion suivante :
Le Congrès, considérant l'élevation à 1.800 fr. de l'indemnité de vie chère comme absolument indispensable aux petits fonctionnaires, en raison de l'augmentation du coût de la vie; qu'on ne saurait estimer comme suffisant le vote par lequel la Chambre a augmenté, seulement, et de façon temporaire, les indemnités de résidence et les indemnités familiales;
Pour ces raisons, le Congrès réclame énergiquement, le versement d'un accordéon immédiat, valeur sur les nouveaux traitements;
Mais, considérant qu'il importe surtout de mettre rapidement un terme à la situation difficile des petites fonctions, le vote de deux traitements et à des indemnités insuffisantes, de procéder à la révision de leurs échelles de traitements;
Le Congrès insiste et sur l'urgence de cette révision, et sur la nécessité d'accorder aux douaniers, exposés à tant de sollicitations, une situation en rapport avec le caractère de leur mission.

LE CONGRÈS DES RECEVEURS BURALISTES

Paris, 9 juin. — Le Syndicat des receveurs buralistes a tenu son Congrès annuel à la Mairie du 4^e arrondissement. Parmi les questions traitées par le Congrès, celles de l'incorporation des receveurs buralistes dans la loi sur les pensions et du statut, ont été attentivement examinées par l'assemblée.
LE CONGRÈS DE L'A. C. J. F. A STRASBOURG
Paris, 9 juin. — L'Association catholique de la jeunesse française tient actuellement, à Strasbourg, son congrès national annuel. Le choix du sujet, « Le rôle de l'acte dans la vie nationale », le lieu de la réunion, l'affluence des congressistes, font de ce congrès une date importante dans l'histoire de cette association.
Plus de sept cents délégués, mandatés par plus de 3.000 groupes, et venus de toutes les régions, ont été reçus par leurs amis de la Jeunesse catholique alsacienne. En 24 heures, des arrivées incessantes ont porté le nombre des congressistes à plusieurs milliers.
Le message d'ouverture avait été dit par Mgr Kehl, évêque de Metz, et présidé par Mgr Ruch, évêque de Strasbourg.
Dimanche, mille jeunes gens portant leur croix de maille à la boutonnière, ont communé ensemble dans la cathédrale.
Un congrès de séances d'études, l'histoire, l'organisation, les méthodes et l'activité de l'A.C.J.F. dans les différents domaines de la vie religieuse, de la vie économique et sociale et de la vie publique, ont été exposés.
Un télégramme de filial dévouement a été adressé au Souverain-Pontife, qui vient de donner à l'A.C.J.F. dans une lettre officielle, un nouveau témoignage de sa haute et totale approbation.

Un train postal pillé par des chômeurs dans la région du Don

Riga, 9 juin. — Entre Tatars et Rostov, des sans-travail ont attaqué un train postal transportant du numéraire et se sont emparés de deux millions de roubles-or, déclarant qu'ils partageraient cette somme entre les ouvriers affamés.
UNE EPIDEMIE DE FOLIE A NAPLES
Naples, 9 juin. — Cent cinquante femmes étalées de folie, ont été recues, en quatre jours, dans l'asile d'aliénés.

La séance de la Chambre

La nomination des grandes Commissions
Paris, 9 juin. — M. Painlevé ouvre la séance à 18 heures 10. Les députés du centre, pour s'amusser, réclament la lecture du procès-verbal.
M. Antéaux, secrétaire, fait semblant de lire le procès-verbal qui est adopté.
M. Violette soutient une motion signée par MM. Blum, Ruyssel, Pinard et ainsi conçue :
« La Chambre décide de procéder sans retard à la constitution des groupes et à la nomination des grandes Commissions. »
Voix au centre : « Tiens ! La majorité veut travailler ! »
Cette motion est adoptée.
Le Président annonce, en conséquence, que cinq jours après la constitution des groupes, il sera procédé à l'affichage et à la publication à l'« Officiel » des listes de candidats des groupes pour les grandes Commissions permanentes. (Approbation.)
Séance levée à 18 h. 15, sans incident. Séance mardi, à 15 heures.

La journée de M. François-Marsal

Paris, 9 juin. — M. François-Marsal est arrivé à 9 h. 15 au ministère des Finances et a expédié très rapidement les affaires courantes. Après quoi, il s'est rendu auprès de M. Poincaré, avec lequel il a conféré quelques instants.
A 10 h. 50, M. François-Marsal a été reçu, ainsi que M. Reibel, par le Président de la République. L'entretien s'est prolongé jusqu'à 11 h. 10.
A 17 h., les nouveaux ministres se sont réunis au ministère des Finances en Conseil de Cabinet. Ils se sont mis d'accord sur les termes de la déclaration ministérielle et a nommé M. François-Marsal est allé présenter ses collaborateurs à l'Élysée au chef de l'Etat.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.